

Une journée au pays merveilleux d'Andjaro

Le mercredi 1^{er} décembre fut totalement consacré à l'étude de l'application Andjaro. En effet, ayant appris de la bouche du recteur que cette application, alors seulement testée dans la Somme, le Lot et plus récemment le Val d'Oise, allait entrer en vigueur dans toute l'Académie nous avons décidé d'organiser une RIS sur le sujet le mercredi matin (en profitant du témoignage et de l'expérience d'une collègue remplaçante et représentante du personnel pour le SNUipp 46 : Céline Sompayrac).

Quelle ne fut pas notre surprise de recevoir, vendredi dernier, une invitation de notre administration à une présentation d'Andjaro pour le mercredi après-midi.

Simple coïncidence ?

1) Modalité d'invitation

Cette modalité dénote clairement **un manque de respect et une grande précipitation**. Tout est fait à la dernière minute comme si les personnels étaient disponibles et corvéables à merci.

Pourquoi ne pas intégrer cette réunion aux heures d'animations pédagogiques ?

Le résultat de ce manque de considération s'est traduit dans le nombre de participants.

Si la RIS du SNUIPP-FSU12 a connu un franc succès avec **une quarantaine de participants**, la réunion organisée par l'administration n'a « attiré » qu'une trentaine de participants (déduction faite des membres de l'administration).

2) Dialogue social

3 départements seront concernés pour un passage à Andjaro avant les vacances de Noël (82 – 09 – 12)

Il est à noter que des réunions d'information avec les organisations représentatives des personnels ont été organisées dans le 09 et dans le 82. **Cela n'a pas été le cas dans le 12** !(la présence de membres du bureau n'est dûe qu' à leur qualité de remplaçants)

Manifestement, il y a des départements de l'académie où le dialogue social fonctionne mieux que dans d'autres

3) Rappel du contexte pour les remplaçants :

Nous assistons à une **flambée des prix du carburant** alors qu'il y a un **gel de l'ISSR depuis une dizaine d'années** (rappelons que l'ISSR est indexée sur le point d'indice qui stagne depuis une décennie !).

Si le ministère veut contribuer au bonheur des remplaçants, **il lui suffit d'augmenter l'ISSR !**

La loi montagne vient d'être adoptée et **impose l'utilisation d'équipements spéciaux** dans les zones de montagne et donc aux remplaçants aveyronnais. Encore une dépense professionnelle qui ne sera pas honorée par notre employeur tout comme **l'utilisation de notre téléphone personnel à des fins professionnelles !**

Nous avons appris **la disparition effective de la brigade formation** la veille de la rentrée. Si officiellement et nationalement, c'était le cas depuis 3 ans, cette brigade fonctionnait officieusement en Aveyron du fait des spécificités du département. C'est désormais aux secrétaires de circonscriptions de fournir une liste de remplaçants qui seront dévolus à la formation pour une semaine.

Rappelons que les brigades formations avaient obtenus leur poste au mouvement, acceptant de sillonner tout le département en contrepartie de remplacements courts.

4)Qu'est-ce qu'Andjaro ?

Un petit détour sur le site de la société...

« Plateforme de staffing - solution de staffing 360° - Une solution de staffing omnicanale, en temps réel - Simplifiez vos process, engagez vos équipes & **faites gagner en agilité votre workforce.** »

Il s'agit donc d'une **solution informatique développant des outils pour rationaliser l'utilisation de la masse salariale** en opérant des transferts des personnels sous-utilisés vers des projets en manque de main d'œuvre (exemple : Transferts de personnels travaillant dans des cantines scolaires vers d'autres lieux de restauration pendant les vacances scolaires...) et de recourir à un volant de précaires utilisés ponctuellement suivant les besoins.

Or les remplaçants sont occupés à 100% et ne sont jamais dans leur école de rattachement. Il faudrait alors toujours faire mieux avec moins. **Ce qui est certain c'est qu'il y a un manque de remplaçants pour couvrir tous les besoins : là est le véritable problème auquel Andjaro n'apportera aucune solution...**

5) Fonctionnement d'Andjaro :

- La secrétaire de circonscription reçoit l'information indiquant l'absence d'un.e enseignant.e.
- La plateforme Andjaro dispose de la liste des remplaçant.es disponibles et propose un collègue. La secrétaire valide la liste mais peut faire des modifications manuellement. Mais cela est amené à être à la marge car cela modifiera les frais de déplacement et le temps imparti (il a déjà été précisé, dans un des départements expérimental, que le temps moyen de validation était de 58 secondes...)
- Le.la collègue remplaçant.e reçoit une notification par mail sur sa boîte ac-toulouse ou par SMS ou sur une application dédiée suivant son choix avec le lieu, le niveau de classe et le nombre d'élèves.
- Le.la directeur.trice de l'école de rattachement et de celle qui a besoin d'un.e remplaçant.e reçoivent également une notification sur la boîte de l'école.
- Les collègues peuvent opter par défaut pour le mail sur sa boîte ac-toulouse ou le SMS ou télécharger l'application. Attention, il s'agirait alors dans ces deux derniers cas de transmettre ses données personnelles à une plateforme privée.

6) Ce qu'apporterait cette plate-forme (dans un monde magique et plein de bienveillance) : Andjaro veut contribuer au bonheur des remplaçant-es !

L'utilisation permettrait de gagner en « agilité » en faisant gagner du temps aux collègues et aux secrétaires de circonscriptions. Libérant du temps et diminuant le stress du « coup de feu » du matin, elle permettrait de laisser plus de temps à la gestion humaine... ou d'affecter les secrétaires sur d'autres tâches...

7) Ce qu'en pense le SNUIPP et bon nombre de collègues :

Il y a un grand risque **de déshumanisation des relations professionnelles.** Nous apprécions tous le contact téléphonique régulier avec notre secrétaire de circonscription : une vraie personne qui connaît le terrain.

Avec Andjaro, c'est une machine qui va nous contacter. Est-ce un progrès ? Est-ce ce monde du travail que l'on souhaite ?

Donner son téléphone à une plate-forme privée, n'est pas pareil que de le donner à l'administration (ce qui est déjà discutable !). Il convient donc de bien réfléchir avant d'accepter.

Les dangers de cette application.

Nous connaissons la version actuelle de cette application. L'administration nous dit qu'elle va évoluer pour être améliorée.

Quelles seront les évolutions à venir une fois l'appli installée ? On sait que l'application a dans ses paramètres l'adresse administrative et l'adresse personnelle du remplaçant. Les ISSR sont calculés à

partir de l'adresse administrative. Pourquoi ne pas imaginer que l'ISSR sera calculée par rapport à l'adresse la moins distante (comme c'est le cas pour les animations pédagogiques !)

On peut imaginer, par ailleurs, une évolution vers un contrôle renforcé (délai de route, heure de départ...) et des moyens de remplacements CDDisés et ubérisés qui permettraient de répondre à moindre coût au manque de remplaçants ponctuellement ?

8) Externalisation des missions de service public

Cette expérimentation est contraire au principe même du service public de l'Éducation, tel qu'il est inscrit dans la Constitution établissant que « l'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État ». Cette logique ouvre la voie à l'externalisation et la privatisation de toutes les missions exercées par les personnels fonctionnaires d'État de toutes catégories (enseignants, administratifs etc.).

Vœu adopté en CTA

Les organisations syndicales de l'enseignement siégeant au CTA de l'Académie de Toulouse ce lundi 28 juin 2021 ont pris connaissance de l'expérimentation par la DSDEN du Lot du recours à une start-up privée, la société ANDJARO, qui se présente comme une « solution omnicanale de gestion des effectifs en temps réel », pour organiser et gérer le remplacement des professeurs des écoles dans ce département. Pour les organisations précitées cette expérimentation est contraire au principe même du service public de l'Éducation, tel qu'il est inscrit dans la Constitution établissant que « l'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État ». Cette expérimentation est d'autant plus inacceptable qu'elle résulte de la pénurie de postes et de personnels provoquée par les suppressions de postes appliquées à l'école publique depuis de nombreuses années, et intervient dans une situation où le ministre de l'Éducation nationale programme de nouvelles suppressions tout en rendant plus de 200 millions d'euros sur le budget 2020. Cette logique ouvre la voie à l'externalisation et la privatisation de toutes les missions exercées par les personnels fonctionnaires d'État de toutes catégories (enseignants, administratifs etc.). Par conséquent les organisations de l'académie de Toulouse demandent l'arrêt immédiat de cette expérimentation et le recrutement urgent et massif des postes de personnels nécessaires (enseignants, administratifs...), pour répondre aux besoins en termes de remplacement et hors remplacements.

9) Le vrai bonheur est du côté de l'administration :

Cela permet de faire des statistiques départementales en temps réel (pourcentage d'occupation des Brigades, kilométrages, nombres de remplacements pourvus ou non pourvus, remplacements effectués sur un jour, temps de transport, temps de réaction et activité de la secrétaire...) et donc une transmission fréquente au ministère. Cela permet de voir s'il y a assez de moyens de remplacement ou pas et ça les intéresse énormément !

C'est pour toutes ces raisons que nous proposons de ne pas faciliter l'entrée dans cet engrenage et de ne pas accepter l'installation de cette application et la réception de SMS. Pour connaître son remplacement, il suffira alors de consulter sa boîte académique (ce que nous ne pouvons refuser).

Cette nouvelle gestion du remplacement est une nouvelle pièce du puzzle de l'école néo-libérale voulue par Blanquer.

Ps : Encore un grand merci à notre collègue lotoise Céline Sompayrac pour sa disponibilité et ses éclairages.